

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 494

[C — 2012/29018]

20 DECEMBRE 2011. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu à Bruxelles le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une Ecole d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne.

Le texte de l'accord est annexé au présent décret.

Art. 2. Les articles 1 et 1bis du décret du 27 février 2003 instituant l'Ecole d'administration publique de la Communauté française en service de la Communauté française de gestion séparée et portant diverses mesures modificatives en vue de l'instauration d'un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, certains organismes d'intérêt public qui en dépendent et dans les Universités organisées par la Communauté française sont abrogés.

Art. 3. A l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots « Ecole d'administration publique de la Région wallonne et de la Communauté française » sont insérés entre les mots « Société régionale du port du Bruxelles » et les mots « C. Agence fédérale de contrôle nucléaire ».

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur le 31 janvier 2012, à l'exception de l'article 2 qui entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 20 décembre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

**Accord de coopération entre la Communauté française
et la Région wallonne créant une Ecole d'Administration publique commune à la Communauté française
et à la Région wallonne**

Vu les articles 1^{er}, 2, 33, 35, 38 et 39 ainsi que le chapitre IV, sections I^{er} et II du Titre III de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment les articles 4, 5, 6, 6bis, 9, 77, 87 et 92bis, § 1^{er};

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1^{er}, alinéa 3, remplacé par l'arrête royal du 5 juillet 1990;

Vu le décret du 27 mars 1985 relatif au régime de pensions applicable au personnel d'organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu le décret du 15 octobre 1991 relatif au régime de pensions des membres du personnel de certains établissements ou entreprises de la Communauté française, notamment l'article 2;

Vu l'arrête du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrête du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} décembre 2006 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Considérant que les déclarations de politique communautaire et régionale précisent ce qui suit : « Afin de développer une approche cohérente et renforcée de la formation, il est important de disposer d'un outil moderne et performant. C'est pourquoi le Gouvernement mettra en place une Ecole d'Administration publique en s'appuyant sur les structures existantes qui coordonnera et impulsera, au niveau de la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, une véritable culture du management public. Cette école serait ouverte aux agents de la fonction publique communautaire, régionale et locale. L'Ecole d'Administration serait chargée de concevoir, planifier, mettre en œuvre et assurer le suivi d'une politique de formation, comprenant la formation initiale et continuée des agents. Par ailleurs, elle organisera les formations en management. Dans cette perspective, l'Ecole d'Administration publique accueillera les agents de la fonction publique communautaire et régionale, ainsi que, pour les formations relatives aux mandataires, les candidats éventuels à ces fonctions. Les organes de l'école intégreront l'organisation d'un comité scientifique. »;

Considérant qu'au regard de la situation existante dans d'autres pays et en particulier en France, il n'est pas souhaitable de créer une Ecole d'Administration publique qui aurait pour mission exclusive la formation d'une certaine élite administrative, et que l'Ecole doit au contraire exercer tout ou partie de ses missions à destination de l'ensemble du personnel des services bénéficiaires, quel que soit le niveau, et sans préjudice des missions actuelles du Conseil régional de la formation;

Considérant que les relations entre les Administrations et l'Ecole d'Administration publique se fondent sur une collaboration mutuelle permanente doublée d'une confiance réciproque inébranlable, puisant leurs racines dans une conception commune d'un service public visant l'excellence au profit de chacun; qu'à la disposition des Administrations dans l'accomplissement des hautes missions que les Gouvernements leur ont confiées, l'Ecole d'Administration publique se doit d'être particulièrement réactive aux demandes et besoins des mandataires; et que c'est donc tout naturellement que la répartition des tâches de formation continue entre les Administrations et l'Ecole s'effectuera en harmonie et bonne intelligence;

Considérant que dans une vision de bonne gouvernance, la politique de formation doit constituer une priorité stratégique de l'administration, visant, d'une part, à créer, renforcer ou maintenir une éthique de l'intérêt général et, d'autre part, à garantir l'acquisition et le maintien des savoirs et savoir-faire requis pour l'exécution des missions de service public, dans une dynamique d'acquisition et de renforcement de compétences intégrant savoirs théoriques, capacités technico-pratiques et aptitudes nécessaires à la production d'un bien ou d'un service dans un contexte donné;

Considérant qu'il s'avère essentiel de dispenser des formations adaptées aux besoins des agents et des services, participant à la délivrance aux usagers d'un service de qualité rendu par du personnel qualifié;

Considérant que par ailleurs, la création d'une Ecole d'Administration publique doit participer à l'objectivation de la désignation des hauts fonctionnaires des Services des Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française, ainsi que des organismes d'intérêt public qui en dépendent et que les formations participeront à leur qualité;

Considérant encore que bien que les autorités de la Commission communautaire française n'ont pas, à ce stade, émis le souhait de prendre part au présent accord de coopération, la Commission communautaire française pourra, à tout moment, rejoindre l'Ecole d'Administration publique, le présent accord de coopération étant dès lors modifié à cette fin; que l'Ecole d'Administration publique est néanmoins d'ores et déjà accessible aux membres du personnel des Services du Collège de la Commission communautaire française et des organismes d'intérêt public qui le souhaitent;

Considérant de même que, pour le bien-être de leurs concitoyens, les administrations locales se doivent d'appréhender, de manière professionnelle, les matières nombreuses et complexes qu'elles ont à maîtriser;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement,

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *L'Ecole d'Administration publique*

Article 1^{er}. Il est créé une Ecole d'Administration publique commune à la Région wallonne et à la Communauté française, dénommée, ci-après en abrégé, « l'Ecole ».

L'Ecole est un organisme d'intérêt public, doté de la personnalité juridique et classé parmi les organismes de la catégorie B au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. A moins qu'il n'y soit dérogé dans le présent accord de coopération, l'Ecole est soumise aux dispositions de la loi précitée applicables aux organismes de ladite catégorie.

Le siège administratif de l'Ecole est fixé conjointement par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne. L'Ecole répartit ses activités de formation dans plusieurs sites sur le territoire de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le présent accord ne porte pas préjudice aux procédures prévues par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

CHAPITRE II. — *Missions*

Art. 2. L'Ecole est chargée de trois missions principales :

1. la formation initiale, la formation de carrière et la formation continue transversale du personnel des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public;
2. la formation en vue de l'obtention du Certificat de management public;
3. la formation continue des agents des pouvoirs locaux pour les fonctions de management. La formation continue transversale relève des missions de l'Ecole, la formation continue spécifique relève des missions des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public, chacun pour ce qui le concerne.

Art. 3. L'Ecole conçoit et met en œuvre, à l'attention des membres du personnel des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public :

- les formations continues transversales;
- les formations initiales, à savoir les formations au programme des stages;
- les formations initiales du personnel contractuel;
- les formations de carrières.

Les formations de l'Ecole sont accessibles aux membres du personnel des Services du Collège de la Commission communautaire française et des Organismes d'intérêt public qui en dépendent, à la demande du Collège, selon des modalités à prévoir dans le contrat de gestion.

Les formations de l'Ecole sont accessibles aux délégués syndicaux du personnel des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public, même si celles-ci ne sont pas directement liées à leur carrière en tant que membre du personnel, selon des modalités à prévoir dans le contrat de gestion.

Art. 4. L'Ecole conçoit et met en œuvre la formation des candidats aux emplois soumis au régime des mandats des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public. Le programme de cette formation est fixé par les Gouvernements sur proposition de l'Ecole.

Le suivi de cette formation et la réussite de l'examen qui la sanctionne conduisent à l'obtention du Certificat de management public, commun à la Région wallonne et à la Communauté française, dont la détention est une condition obligatoire préalable à l'obtention d'un mandat.

Le titulaire du Certificat accède à un pool de candidats dont seuls les membres peuvent déposer leur candidature tant aux emplois à pourvoir par mandat en Région wallonne qu'à ceux à pourvoir par mandat en Communauté française.

Le Certificat est délivré après examen par un jury indépendant, présidé et composé par Selor.

Art. 5. § 1^{er}. L'Ecole conçoit et met en œuvre un Certificat de management public local pour les grades légaux des pouvoirs locaux.

§ 2. Compte tenu de l'offre de formation et des structures existantes et agréées par la Région wallonne, l'Ecole conçoit et met en œuvre des formations continues, destinées aux agents des pouvoirs locaux pour les fonctions de management.

Par fonction de management, on entend les grades légaux ainsi que les responsables des services, quel que soit le niveau, tels que négociés en Comité C de la Région wallonne.

§ 3. Les missions du Conseil régional de la formation, et notamment celles visées à l'article 2 du décret du 6 mai 1999 portant création du Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie, ne sont pas altérées par le présent accord de coopération.

Art. 6. Dans le cadre de ses missions, l'Ecole peut se voir confier, par les Services des Gouvernements et les Organismes d'intérêt public, des activités d'identification de formation et/ou de conseil.

CHAPITRE III. — *Les formations*

Art. 7. Sans préjudice des procédures prévues par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, l'Ecole conçoit et met en œuvre un Plan de formation répondant aux besoins de formation de l'ensemble des Services des Gouvernements et des organismes d'intérêt public.

Ces besoins de formation sont identifiés par les Services des Gouvernements et des organismes d'intérêt public, chacun pour ce qui le concerne.

Le Plan est élaboré tous les deux ans et approuvé par les Gouvernements, après avis du Collège scientifique et du Conseil de la formation.

Art. 8. L'Ecole met en œuvre, à leur demande et moyennant rétribution, les formations particulières à un Service des Gouvernements, à un Organisme d'intérêt public et aux pouvoirs locaux.

CHAPITRE IV. — *Le contrat de gestion*

Art. 9. § 1^{er}. L'Ecole exerce ses missions conformément au contrat de gestion, conclu pour une durée de cinq ans entre, d'une part, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française agissant conjointement et, d'autre part, le Conseil d'administration de l'Ecole.

§ 2. Le contrat de gestion de l'Ecole contient :

- 1° les tâches que l'Ecole assume en vue de l'exécution de ses missions de service public;
- 2° les objectifs d'impact, de qualité, d'efficacité et d'efficience à atteindre déterminés par des critères mesurables, précis et assortis de délais de réalisation, ainsi que la définition des indicateurs liés à la réalisation de ces objectifs composant le tableau de bord qui précise, pour chacun de ces indicateurs, une valeur de référence et indique périodiquement leur degré de réalisation et leur évolution;
- 3° les dispositions à prendre pour assurer le respect des politiques que le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française mettent en œuvre conjointement;
- 4° les règles de mise à disposition de la dotation et d'adaptation de celle-ci;
- 5° l'obligation de distinguer les coûts liés à la mise en œuvre des tâches et en particulier, les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation;
- 6° la description des engagements de l'Ecole vis-à-vis des usagers des services publics, notamment en matière d'information;
- 7° les procédures de modification et de renouvellement du contrat de gestion et les règles de résolution de conflits.

§ 3. Préalablement au renouvellement du contrat de gestion, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française, en concertation avec l'Ecole, à l'intervention de son Conseil d'administration, procèdent conjointement à l'évaluation du fonctionnement et de l'état du service public dont est chargé l'Ecole.

Cette évaluation comporte les aspects relatifs au contexte économique, éducatif, social et environnemental dans lequel travaille l'Ecole, aux perspectives d'avenir, à la satisfaction des usagers et, le cas échéant, une analyse des effets du contrat de gestion précédent.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française font, par décision conjointe, également procéder parallèlement par un tiers à une évaluation distincte.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française adoptent, conjointement et en tenant compte des évaluations réalisées aux alinéas 1 à 3, une note d'orientation déterminant les lignes directrices du projet de contrat de gestion.

Dans le respect de la note d'orientation visée à l'alinéa 4, un projet de contrat de gestion est établi par les parties au contrat de gestion. Ce projet est soumis au Collège scientifique et au Conseil de la formation pour avis, ainsi qu'au Conseil d'administration de l'Ecole qui l'approuve.

Le contrat de gestion est également soumis à l'approbation conjointe du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française.

Dans le mois de sa conclusion, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française procèdent à la publication au *Moniteur belge* du contrat de gestion.

Après la conclusion du contrat de gestion, l'Ecole est chargée d'établir un plan d'exécution qui fixe les objectifs et la stratégie prévue à moyen terme et son impact sur le budget.

§ 4. Le contrat de gestion peut être modifié de manière substantielle selon la procédure prévue pour son renouvellement prévu au paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

Les modifications au contrat de gestion, qu'elles soient mineures ou substantielles sont également publiées au *Moniteur belge* dans le mois de leur adoption

§ 5. Si un nouveau contrat de gestion n'entre pas en vigueur à l'expiration du précédent, le contrat de gestion venu à expiration est prorogé de plein droit jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat de gestion conformément à la procédure prévue au paragraphe 3.

§ 6. Toute clause résolutoire expresse dans le contrat de gestion est réputée non écrite. L'article 1184 du Code civil n'est pas applicable au contrat de gestion. La partie envers laquelle une obligation contenue dans le contrat de gestion n'est pas exécutée ne peut poursuivre que l'exécution de l'obligation et, le cas échéant, demander des dommages et intérêts, sans préjudice de l'application de toute sanction spéciale prévue dans le contrat de gestion.

§ 7. Le tableau de bord visé au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2^o, fait l'objet d'une présentation annuelle au Gouvernement wallon et au Gouvernement de la Communauté française.

§ 8. Le Conseil d'administration établit un rapport annuel sur la mise en œuvre du contrat de gestion. Ce rapport annuel est transmis au Gouvernement wallon et au Gouvernement de la Communauté française.

CHAPITRE V. — *Fonctionnement*

Section 1^{re} - Le Conseil d'administration

Art. 10. L'Ecole est administrée par un Conseil d'administration de 15 membres désignés conjointement par les Gouvernements, dont :

- le Secrétaire général des services du Gouvernement de la Communauté française;
- le Directeur général du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française;
- un membre désigné parmi les mandataires des organismes d'intérêt public de la Communauté française;
- le Secrétaire général des services du Gouvernement wallon;
- le Directeur général du personnel des services du Gouvernement wallon;
- le Directeur général des services du Gouvernement wallon en charge de la tutelle sur les pouvoirs locaux;
- un membre désigné parmi les mandataires des organismes d'intérêt public de la Région wallonne.

Ces désignations interviennent pour une durée reconductible de cinq ans prenant cours dans les cinq mois qui suivent la prestation de serment des membres des nouveaux Gouvernements faisant directement suite au renouvellement des Parlements wallon et de la Communauté française et tiennent compte, pour l'ensemble des administrateurs à l'exception des membres de droit, de la représentation proportionnelle des groupes politiques reconnus au sein du Parlement de la Communauté française par application du mécanisme défini aux articles 167 et 168 du Code électoral, sans prise en compte du ou desdits groupes politiques visés à l'article 11.

Si, en application des dispositions de l'alinéa 2, un de ces groupes politiques ne dispose pas d'un administrateur public au sein du Conseil d'administration, il y est représenté par un observateur désigné par les Gouvernements sur proposition de ce groupe politique.

Art. 11. Pour être désigné en qualité de membre du Conseil d'administration, il faut :

1^o être âgé de maximum 70 ans accomplis, sauf dérogation octroyée conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour des raisons dûment motivées;

2^o ne pas marquer une hostilité manifeste, ne pas avoir été pénalement condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, ne pas être membre d'un organisme, d'une association, d'un parti ou d'un groupe politique qui marque une hostilité manifeste ou qui a été condamné pénalement, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation de génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale, par le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, et par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'association a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés notamment par les dispositions visées ci-dessus.

Cette interdiction cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'organisme, de l'association, du parti ou du groupe politique en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés notamment par les dispositions visées ci-dessus.

Cette interdiction cesse, en cas de non condamnation, s'il peut être établi que la personne, l'organisme, l'association, le parti ou le groupe politique dont il est issu, a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés notamment par les dispositions visées ci-dessus;

3^o ne pas être dans une situation de conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel, direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité en conflit d'intérêt avec celle de l'Ecole.

Art. 12. § 1^{er}. La qualité de membre du Conseil d'administration est également incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

- 1^o titulaire d'un mandat public conféré par élection;

2° membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Communauté, d'une Région, d'une Commission communautaire ou de la Commission européenne;

3° membre d'un cabinet ou cellule stratégique, en ce compris à titre d'expert, d'un Ministre ou Secrétaire d'Etat du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Communauté, d'une Région, d'une Commission communautaire ou de la Commission européenne;

4° bourgmestre, gouverneur de province ou député provincial;

5° membre du personnel de l'Ecole;

6° conseiller externe, expert, consultant ou soumissionnaire régulier de l'Ecole ou membre de son Collège scientifique.

§ 2. Si, au cours de son mandat, le membre du Conseil d'administration accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au § 1^{er}; son mandat prend fin de plein droit. Il est remplacé par une personne répondant aux conditions fixées aux articles 11 et 12, § 1^{er}, et nommée selon les modalités prévues à l'article 10.

Art. 13. Le Président du Conseil d'administration est désigné conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour une durée reconductible de cinq ans, parmi les membres du Conseil d'administration.

Art. 14. § 1^{er} - Sans préjudice de la possibilité de mettre fin à tout moment au mandat du membre du Conseil d'administration, ce mandat prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque le membre a atteint l'âge de maximum septante ans accomplis, sauf dérogation octroyée conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour des raisons dûment motivées;

3° lorsqu'il est absent plus de trois fois, sans justification, par an aux réunions du Conseil d'administration;

4° lorsqu'il ne participe pas à la moitié des réunions annuelles sauf dérogation accordée conjointement par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française pour des raisons médicales;

5° lorsqu'il devient membre d'un organisme ou d'une association visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, de l'article 11;

6° en cas de non-respect du caractère confidentiel des délibérations, des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

7° en cas de conflit d'intérêt permanent direct ou indirect, personnel ou fonctionnel.

§ 2. Le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon peuvent, le cas échéant, après avis ou sur proposition des commissaires, révoquer un membre du Conseil d'administration, s'il est avéré que ce membre :

1° a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'Ecole;

2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat.

Les Ministres de la Fonction publique du Gouvernement de la Communauté française et du Gouvernement wallon entendent le membre du Conseil d'administration, après l'avoir convoqué, en lui exposant, préalablement à la décision, les faits qui lui sont reprochés et qui entrent dans les hypothèses énumérées à l'alinéa 1^{er}.

Au cours de son audition, le membre peut être assisté par la personne de son choix.

Art. 15. Tout membre qui cesse de faire partie du Conseil d'administration est remplacé dans les quatre mois qui suivent.

Art. 16. Assistent aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative :

1° le Président du Collège scientifique;

2° les Commissaires du Gouvernement;

3° le Directeur général.

Art. 17. Sans préjudice des dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ni des compétences spécifiquement dévolues au Collège scientifique, le Conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de l'Ecole.

Toutes les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité.

Art. 18. Le Conseil d'administration établit un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement d'ordre intérieur doit notamment prévoir :

1° le nombre minimal de réunions annuelles qui, en toute hypothèse, ne peut être inférieur à 6;

2° les règles concernant la convocation, si possible par voie électronique, du Conseil d'administration;

3° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;

4° les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du Président;

5° les règles de quorum pour que le Conseil d'administration délibère valablement ainsi que les modalités de vote des membres;

6° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion;

7° le mode de transmission des documents aux membres du Conseil d'administration;

8° le cas échéant, les règles à respecter dans le cadre de l'élaboration du budget de l'Ecole;

9° les conditions et situations dans lesquelles la confidentialité des délibérations ou des documents peut être appliquée;

10° les modalités de consultation du rapport annuel;

11° les règles de déontologie comprenant des dispositions relatives aux conflits d'intérêts;

12° le caractère public ou non des réunions du Conseil d'administration.

Art. 19. L'Ecole accorde aux membres du Conseil d'administration non membres du personnel des services des Gouvernements ou d'organismes d'intérêt public, des indemnités de déplacement et des jetons de présence, dont le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française arrêtent conjointement le montant.

Section 2. — Le Collège scientifique

Art. 20. L'Ecole comporte en son sein un Collège scientifique désigné par le Conseil d'administration de 18 membres :

- 3 membres parmi et sur proposition des Services du Gouvernement ou des organismes d'intérêt public de la Communauté française;

- 3 membres parmi et sur proposition des Services du Gouvernement ou des organismes d'intérêt public de la Région wallonne, dont 1 des Services du Gouvernement wallon en charge de la tutelle sur les pouvoirs locaux;

- 3 membres sur proposition des organisations syndicales représentatives et présentes au Comité de Secteur XVI, au Comité de Secteur XVII et au Comité C de la Région wallonne;

- 4 membres sur proposition d'organisations de pouvoirs locaux et de grades légaux;

- 5 membres choisis parmi les professeurs des Universités et Hautes Ecoles ou experts en formation ou gestion.

En outre, un représentant de la Commission communautaire française, un représentant de l'Ecole régionale d'administration publique, un représentant de l'Institut fédéral d'administration, et un représentant du Conseil régional de la formation sont invités à prendre part aux réunions du Collège scientifique.

Les membres du Collège scientifique sont désignés pour une durée reconductible de cinq ans.

Le Président du Collège scientifique est désigné par le Conseil d'administration pour une durée reconductible de cinq ans, parmi les professeurs des Universités et Hautes Ecoles ou les experts en formation ou gestion.

Art. 21. Le Collège scientifique contribue à la qualité et à la cohérence des décisions à caractère pédagogique de l'Ecole.

Il propose au Conseil d'administration le contenu et l'organisation des enseignements et des formations ainsi que le choix des formateurs, dans le respect de la législation sur les marchés publics. Ces propositions tiennent compte des résultats de l'analyse préalable des besoins de formation identifiés par les services bénéficiaires, et des finalités et objectifs généraux qui leur seront assignés.

Art. 22. Le Collège scientifique remet des avis, des recommandations et des propositions dans toute matière relevant des activités pédagogiques de l'Ecole ou ayant une incidence sur elles.

Il remet son avis sur le projet de contrat de gestion et sur le plan de formation.

Art. 23. Les dispositions des articles 11, 12 et 14 du présent accord de coopération s'appliquent aux membres du Collège scientifique.

En outre, la qualité de membre du Collège scientifique est incompatible avec celle de membre du Conseil d'administration de l'Ecole.

Art. 24. L'Ecole accorde aux membres du Collège scientifique non membres du personnel des services des Gouvernements ou d'organismes d'intérêt public des indemnités de déplacement et des jetons de présence, dont le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française arrêtent conjointement le montant.

Section 3. — Le Conseil de la formation

Art. 25. Il est créé, au sein de l'Ecole, un Conseil de la formation dont la composition est fixée comme suit :

1° le Directeur général de l'Ecole qui en assure la présidence, ou son délégué;

2° le Président du Collège scientifique;

3° les membres du Comité de direction du Ministère de la Communauté française et le fonctionnaire dirigeant du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et de chacun des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

4° les membres du Comité stratégique du Service public de Wallonie et le fonctionnaire dirigeant de chacun des organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVI;

5° deux membres désignés par chacune des organisations syndicales représentatives auprès du Comité de Secteur XVII;

6° deux membres désignés par chacune des organisations syndicales représentatives auprès du Comité de Secteur XVI;

7° deux membres désignés par chacune des organisations syndicales représentatives auprès du Comité C de la Région wallonne;

8° un membre du Conseil régional de la formation de la Région wallonne.

Art. 26. Le Conseil de la formation est convoqué par le Président qui en fixe l'ordre du jour. Sans préjudice des procédures prévues par l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, le Conseil de la formation remet son avis sur le Plan de formation, le rapport d'activité de l'Ecole et le projet de contrat de gestion. Il peut remettre des avis d'initiative en lien avec les missions de l'Ecole.

Section 4. — Administration journalière

Art. 27. La gestion journalière de l'Ecole est assurée par un Directeur général.

Le Directeur général est désigné conjointement par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon pour un mandat, en application du régime institué par le Titre II du Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Pour l'application de ce régime au Directeur général, on entend par « Gouvernement », les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française agissant conjointement.

Art. 28. Le Directeur général exécute les décisions du Conseil d'administration et lui rend compte trimestriellement de l'exécution de celles-ci.

Le Directeur général assume la gestion journalière pour toutes les missions qui sont confiées à l'Ecole. A ce titre, il peut accomplir tous les actes conservatoires, tous les actes d'exécution des décisions prises par le Conseil d'administration, de même que tous les actes qui, en raison de leur importance ou des conséquences qu'ils entraînent pour l'Ecole, ne présentent pas un caractère exceptionnel, ne représentent pas un changement de politique administrative et constituent l'expédition des affaires courantes de l'Ecole. Il assume toute autre mission qui lui est déléguée par le Conseil d'administration.

Le Directeur général gère le budget de l'Ecole.

Le Conseil d'administration peut lui déléguer la qualité d'ordonnateur. Il peut à ce titre engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable au budget de l'Ecole.

Le Directeur général est tenu d'informer le président du Conseil d'administration, agissant d'initiative ou à la demande du Conseil d'administration, des actes accomplis dans le cadre de la gestion journalière et de lui fournir toutes les explications y relatives.

Le Directeur général représente l'Ecole dans toutes ses actions en justice en demandant ou en défendant.

Il est habilité à déléguer à un ou plusieurs agents, une partie des pouvoirs qui lui sont attribués par ou en vertu du présent article, dans les limites et conditions qu'il détermine, en ce compris son pouvoir de représenter l'Ecole devant les juridictions judiciaires et administratives.

Le Conseil d'administration fixe les règles relatives aux délégations de compétences et de signatures au Directeur général.

Art. 29. Sans préjudice de dispositions complémentaires figurant dans le statut du personnel, le Directeur général est à tout le moins soumis aux incompatibilités visées à l'article 12, § 1^{er}, 1^o à 4^o, et 6^o.

CHAPITRE VI. — *Personnel*

Art. 30. Sous réserve des adaptations nécessaires auxquelles procèdent conjointement les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française, en fonction des particularités éventuelles de l'Ecole, les dispositions qui constituent le statut administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Région wallonne sont applicables au personnel de l'Ecole.

Art. 31. L'Ecole relève du Comité de Secteur XVI institué en vertu de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Art. 32. Le cadre de l'Ecole est fixé conjointement par les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française.

Art. 33. § 1^{er}. Le membre du personnel affecté ou mis à disposition de la Direction de la Formation du Service public de Wallonie ou de l'Ecole d'Administration publique du Ministère de la Communauté française peut être transféré à l'Ecole.

A cette fin, le membre du personnel répond à l'appel à candidatures lancé par l'Ecole. Le membre du personnel qui n'aura pas répondu à cet appel dans un délai de quinze jours calendrier est maintenu dans son administration d'origine.

A l'issue de la procédure, si certains emplois restent inoccupés, l'Ecole peut lancer un appel à candidatures à tous les membres du personnel des Services des Gouvernements et des Organismes d'intérêt public de la Communauté française et de la Région wallonne.

L'Ecole sélectionne les candidats en comparant les titres et mérites sur la base du profil de fonction.

Au moins trente jours avant le premier appel à candidature visé à l'alinéa 2 :

- les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne fixent le siège administratif de l'Ecole, conformément à l'article 1^{er};

- le Conseil d'administration approuve l'organigramme des services de l'Ecole.

Chaque Gouvernement fixe la liste des membres du personnel de leurs Services transférés à l'Ecole et en assure la publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Les membres du personnel transférés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions des alinéas 3 et 4, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans leur service d'origine, conformément à la réglementation qui leur était applicable et à partir de la date à laquelle le droit est acquis.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent au sein de l'Ecole.

Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure dans son service d'origine, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire. Si au sein de l'Ecole, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée dans son service d'origine, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction supérieure.

Lorsqu'un membre du personnel transféré au départ des services visés au paragraphe 1^{er}, est mandataire dans son service d'origine, il conserve cette qualité au sein de l'Ecole. Sans préjudice des dispositions du présent paragraphe, les dispositions du statut administratif et pécuniaire des agents des Services du Gouvernement wallon relatives au régime du mandat lui sont applicables.

Les membres du personnel transférés conservent la dernière évaluation qui leur a été attribuée.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation.

Les agents lauréats d'un concours d'accession au niveau supérieur dans leur service d'origine avant leur transfert conservent, au sein de l'Ecole, les droits à la promotion qu'ils ont acquis par cette réussite.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté cette sélection ou cette épreuve au sein de l'Ecole.

Quand un concours d'accession au niveau supérieur auquel peut participer le membre du personnel a été annoncé dans le service auquel il appartient à la date du transfert, ce membre du personnel conserve le droit d'y participer, même s'il est transféré pendant le déroulement de cette épreuve.

Le membre du personnel garde le bénéfice de tous les brevets acquis lors de sa carrière. Le cas échéant, un arrêté d'équivalence sera adopté par les Gouvernements.

Art. 34. Sans préjudice des dispositions réglementaires existantes, toute vacance d'emploi est diffusée aux agents des services des Gouvernements via les sites internet respectifs.

Art. 35. L'Ecole est autorisée à participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

CHAPITRE VII. — *Contrôle*

Section 1^{re}. — Les Commissaires du Gouvernement

Art. 36. L'Ecole est un organisme soumis au pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française par l'intervention de deux commissaires, l'un désigné par le Gouvernement wallon, l'autre désigné par le Gouvernement de la Communauté française parmi les commissaires permanents du Corps interministériel des commissaires de la Communauté française.

Les dispositions relatives au commissaire permanent du Corps interministériel des commissaires de la Communauté française sont d'application, à moins qu'il n'y soit dérogé par le présent accord.

Art. 37. § 1^{er}. Préalablement à la désignation des Commissaires du Gouvernement, les Gouvernements vérifient :

- 1° que le candidat offre une disponibilité suffisante pour exercer son mandat;
- 2° par la production d'un curriculum vitae, que le candidat dispose des compétences professionnelles, de l'expérience utile, notamment dans les domaines d'activité de l'organisme;
- 3° par la production d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, que le candidat n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice de la fonction de commissaire du Gouvernement ou, à défaut, d'une déclaration sur l'honneur qu'il n'a pas encouru une telle condamnation;
- 4° que le candidat atteste par une déclaration sur l'honneur, par écrit qu'il ne se trouve pas dans les hypothèses visées par l'article 39;
- 5° qu'il n'existe pas dans le chef du candidat de conflit d'intérêt fonctionnel ou personnel, direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité concurrente à celle de l'organisme.

§ 2. En cas de démission, de décès ou de révocation du Commissaire du Gouvernement, ou de l'exercice d'une fonction incompatible par celui-ci, ce dernier est remplacé, dans les meilleurs délais, selon la procédure prévue au paragraphe 1^{er}.

Art. 38. Les Gouvernements ne peuvent désigner, en qualité de Commissaire du Gouvernement, une personne visée à l'article 11, 2°.

Si les Gouvernements rejettent la candidature d'une personne sur la base de l'alinéa précédent, ils motivent spécialement leur décision.

Art. 39. § 1^{er}. Sans préjudice d'autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté, les missions du Commissaire du Gouvernement sont incompatibles avec le mandat ou les fonctions de :

- 1° membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté;
- 2° membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un Parlement de Région ou de Communauté;
- 3° gouverneur ou député provincial;
- 4° membre du personnel de l'Ecole ou de son Conseil d'administration, ou d'une de ses filiales ou de l'organe de gestion d'une des filiales;
- 5° conseiller externe ou consultant régulier de l'organisme;
- 6° bourgmestre, échevin, président de centre public d'aide sociale et président d'intercommunale.

§ 2. Si au cours de son mandat, le Commissaire du Gouvernement accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au paragraphe 1^{er}, son mandat prend fin de plein droit. Il est remplacé par un Commissaire du Gouvernement nommé conformément à l'article 37.

Art. 40. Sans préjudice de la possibilité de mettre fin à tout moment aux missions du Commissaire, le Gouvernement wallon peut, après audition du Commissaire du Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique, révoquer celui-ci, dans les hypothèses suivantes :

- 1° s'il a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;
- 2° s'il a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de ses missions;
- 3° s'il est, au cours d'une même année, absent, sans justification, à plus de trois réunions régulièrement convoquées et auxquelles sa présence est requise, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création de l'organisme;
- 4° s'il ne remplit plus les conditions prévues à l'article 37, § 1^{er}.

Au cours de son audition, le Commissaire du Gouvernement peut être assisté par la personne de son choix.

Art. 41. § 1^{er}. Le Commissaire du Gouvernement est chargé du contrôle, au regard de la légalité et de l'intérêt général, de l'Ecole.

§ 2. Dans un délai de quatre jours francs, le Commissaire du Gouvernement exerce, auprès du Gouvernement qui l'a nommé, un recours contre toute décision qu'il juge contraire aux lois, aux décrets, aux arrêtés, au contrat de gestion et à l'intérêt général.

Ce recours est suspensif. Il est notifié le même jour au Gouvernement qui n'a pas été saisi du recours.

Le délai de quatre jours prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le Commissaire y ait été régulièrement convoqué ou, dans le cas contraire, à partir du jour où il a reçu connaissance de ladite décision.

Si le Commissaire du Gouvernement exerce le recours visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement qui a été saisi du recours dispose d'un délai de trente jours francs prenant cours le même jour que celui visé à l'alinéa précédent, pour annuler, sur avis conforme de l'autre Gouvernement, la décision de l'Ecole. Passé ce délai, la décision de l'Ecole est définitive. Le délai de trente jours peut être prorogé d'un nouveau délai de dix jours par décision du Gouvernement qui a nommé le Commissaire du Gouvernement.

La décision de prorogation ou d'annulation est notifiée à l'Ecole par lettre recommandée avec accusé de réception. Une copie est également envoyée, par courrier simple, à l'autre Commissaire du Gouvernement.

Art. 42. Le Commissaire du Gouvernement peut faire inscrire à l'ordre du jour des organes dans lesquels il est appelé à siéger tous les points qu'il juge utiles dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, et notamment les points en rapport avec :

- 1° le respect du présent accord de coopération ou des arrêtés relatifs à l'Ecole ou à ses missions;
- 2° le cas échéant, le respect des obligations découlant du contrat de gestion.

Art. 43. Le Commissaire du Gouvernement fait spécialement rapport au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget du Gouvernement qui l'a nommé à propos de toute décision ou tout acte du Conseil d'administration ou du Collège scientifique qui risque d'avoir une incidence significative sur la mise en œuvre de la mission de service public de l'Ecole, sur le budget de la Région wallonne ou de la Communauté française, selon qu'il a été nommé par l'une ou par l'autre entité ou, le cas échéant, sur les obligations découlant du contrat de gestion.

Le Commissaire du Gouvernement fait, de même, spécialement rapport au Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, membre du Gouvernement qui l'a nommé, à propos de toute décision ou tout acte du Conseil d'administration qui risque d'avoir une incidence significative sur le statut des agents de l'Ecole.

Une copie de ces rapports est également envoyée, par courrier simple, à l'autre Commissaire du Gouvernement.

Art. 44. Les Commissaires du Gouvernement communiquent au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget, respectivement membres du Gouvernement qui les ont nommés :

1° dans les deux jours ouvrables de sa réception, l'ordre du jour de chacune des réunions auxquelles leur présence est requise en vertu du présent accord de coopération, en attirant, le cas échéant, l'attention des Ministres sur les points essentiels;

2° dans les cinq jours ouvrables qui suivent les réunions visées au 1°, un rapport circonstancié comprenant, à tout le moins, toute observation utile relative aux points essentiels et aux décisions stratégiques adoptées ou envisagées lors desdites réunions.

Art. 45. Chaque Commissaire du Gouvernement communique, dans les meilleurs délais, au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget, membres du Gouvernement qui l'a nommé, les informations relatives à leur mission que ces Ministres sollicitent, assorties le cas échéant de leurs commentaires.

Art. 46. Chaque Commissaire du Gouvernement communique au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget, membres du Gouvernement qui l'a nommé, un rapport trimestriel sur la situation de la trésorerie de l'Ecole, ainsi qu'un rapport semestriel sur les évolutions marquantes de celle-ci.

Art. 47. Les Commissaires du Gouvernement rédigent à l'attention du Ministre-Président, du Ministre de la Fonction publique et du Ministre du Budget des Gouvernements wallon et de la Communauté française, un avis écrit et circonstancié, dans l'hypothèse où :

1° le(s) réviseur(s) d'entreprise(s) désigné(s) en application de l'article 65 du présent accord de coopération informe (-nt) le Conseil d'administration qu'il(s) a (ont) constaté une situation susceptible de compromettre la continuité de l'Ecole;

2° il constate certains manquements commis par un administrateur au regard des obligations qui lui incombent en vertu des dispositions légales et réglementaires qui s'appliquent à lui.

Art. 48. Dans l'exercice de leurs missions, les Commissaires du Gouvernement disposent des pouvoirs les plus étendus. Ils peuvent, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous documents et de toutes les écritures de l'Ecole. Ils reçoivent, en temps utile, tous les documents ayant trait aux questions portées à l'ordre du jour des organes dans lesquels ils sont appelés à siéger.

Les Commissaires du Gouvernement peuvent requérir de tous les administrateurs, agents ou préposés, toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui leur paraissent nécessaires à l'exécution de leurs missions.

Art. 49. Les Commissaires du Gouvernement ne peuvent utiliser ou divulguer des informations dont ils ont eu connaissance dans le cadre de leurs missions, si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'Ecole.

Art. 50. Les Commissaires du Gouvernement se tiennent au courant des évolutions législatives et réglementaires, générales et sectorielles, ayant trait à l'objet social de l'Ecole.

A cet égard, l'Ecole met sur pied ou finance, à l'intention des Commissaires du Gouvernement, des séances d'information ou des cycles de formation pour permettre aux Commissaires du Gouvernement d'assurer leur formation permanente.

Elle accorde au Commissaire du Gouvernement désigné par le Gouvernement wallon des indemnités de déplacement et des jetons de présence, dont le Gouvernement wallon arrête le montant.

Art. 51. Selon une procédure arrêtée conjointement par les Gouvernements, ceux-ci informent les Commissaires du Gouvernement des orientations d'opportunité relatives aux missions et à l'objet social de l'Ecole.

Section 2. — Le rapport annuel d'activités

Art. 52. L'Ecole établit un rapport annuel d'activités, consultable sur son site Internet et le transmet concomitamment au Gouvernement wallon et au Gouvernement de la Communauté française, ainsi qu'aux Parlements wallon et de la Communauté française au plus tard pour le 15 avril de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

CHAPITRE VIII. — *Gestion financière**Section 1^{re}. — Les ressources*

Art. 53. Les ressources de l'Ecole sont :

- 1° les dotations à charge des budgets de la Région wallonne et de la Communauté française;
- 2° les recettes propres liées aux services fournis par l'Ecole;
- 3° les dons et les legs en faveur de l'Ecole;
- 4° le produit de la mise en location ou de la concession du droit d'usage d'un élément du patrimoine de l'Ecole;
- 5° les récupérations de paiements indus effectués au cours d'un exercice antérieur;
- 6° les produits financiers des placements de fonds;
- 7° le patrimoine mobilier affecté par les parties à l'accord aux services repris par l'Ecole.

Art. 54. Les dotations générales des parties à l'accord sont réparties à charge des budgets de la Région wallonne et de la Communauté française selon une clé de répartition de respectivement 65 % et 35 %. Leurs montants visent à couvrir les charges découlant de l'exécution du contrat de gestion.

En outre, les Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française décident conjointement :

- 1° des éventuelles dotations complémentaires à octroyer à l'Ecole;
- 2° des modalités de report de solde;
- 3° de l'affectation des recettes des missions de service public.

Section 2. — Le budget

Art. 55. Au plus tard pour le 30 septembre de l'année précédant l'exercice budgétaire concerné, le Conseil d'administration établit le budget annuel sur proposition du Directeur général.

Il est soumis à l'approbation conjointe du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 56. Le budget annuel de l'Ecole est communiqué au Parlement wallon et au Parlement de la Communauté française en annexe aux justifications du budget général des dépenses de la Région wallonne et du budget général des dépenses de la Communauté française.

Les dépassements de crédits sont soumis à l'autorisation conjointe des Gouvernements signataires du présent accord de coopération.

Section 3. — Contrôle et exécution du budget

Art. 57. Les dépenses de l'Ecole sont liquidées et payées sans l'intervention préalable de la Cour des Comptes. La Cour peut contrôler la comptabilité sur place et se faire fournir en tout temps tout document justificatif, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes, aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

Section 4. — Comptabilité et reddition des comptes annuels

Art. 58. Les comptes annuels au 31 décembre de l'année considérée, sont établis par le Conseil d'administration sur proposition du Directeur général au plus tard le 15 avril de l'année qui suit.

Art. 59. Les pièces justificatives sont conservées sur place.

Art. 60. Les comptes annuels comprennent :

- a) un relevé de la situation active et passive de l'Ecole;
- b) un compte d'exécution du budget;
- c) un compte de variation du patrimoine accompagné d'un inventaire du patrimoine;
- d) un compte de trésorerie établissant la concordance entre le résultat budgétaire et le résultat de trésorerie.

Ils sont joints au rapport annuel de l'Ecole et sont transmis pour approbation aux Gouvernements.

Ils sont soumis à la Cour des Comptes avant le 31 mai de l'année qui suit la gestion.

Art. 61. Il est tenu une comptabilité des engagements, selon les modalités arrêtées par les Gouvernements.

Art. 62. Le Conseil d'administration est compétent pour prendre toute décision relative à la perception des recettes et revenus.

Art. 63. Un comptable justiciable devant la Cour des Comptes et chargé de la garde des fonds et des valeurs de l'Ecole est désigné par le Conseil d'administration.

Art. 64. Un ou plusieurs réviseurs d'entreprises sont désignés par le Conseil d'administration en vue de contrôler les comptes de l'Ecole, de vérifier les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité. Le(s) réviseur(s) est (sont) désigné(s) parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, dans le respect des conditions fixées par le décret du Conseil régional wallon du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public. Leurs droits et obligations sont définis dans les normes légales et réglementaires fédérales.

CHAPITRE IX. — Dispositions transitoires et modificatives

Art. 65. Par dérogation à l'article 10, alinéa 1^{er}, la désignation des membres du premier Conseil d'administration intervient dans le mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

Le premier Conseil d'administration établit le premier règlement d'ordre intérieur au plus tard dans les six mois de son entrée en fonction.

CHAPITRE X. — *Dispositions abrogatoires*

Art. 66. Est abrogé l'accord de coopération du 18 avril 2008 relatif à l'organisation commune de formations destinées aux mandataires de la Région wallonne et de la Communauté française.

CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

Art. 67. L'ETNIC est chargé d'assumer pour l'Ecole les missions de services publics telles que définies à l'article 3 du décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC).

Les autres dispositions du décret du 27 mars 2002 sont mutatis mutandis applicables aux missions de service public assurées à l'Ecole.

Le financement des moyens financiers nécessaires pour assurer les missions de services publics visées aux alinéas précédents est à charge des budgets de la Région wallonne et de la Communauté française dans les mêmes proportions que celle fixée à l'article 54 du présent accord.

Ce financement est intégré à la dotation annuelle de l'ETNIC.

La Région wallonne peut, en outre, accorder des dotations particulières à l'ETNIC.

Art. 68. Les arrêtés et décisions conjoints des Gouvernements de la Région wallonne et de la Communauté française visés au présent accord sont entendus comme l'adoption conjointe d'arrêtés ou de décisions au contenu identique.

Art. 69. Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 70. Le présent accord de coopération entre en vigueur le premier jour du mois suivant le dernier assentiment au présent accord de coopération.

Les Gouvernements, chacun pour ce qui le concerne, fixent la date d'entrée en vigueur de l'article 3.

Les Gouvernements fixent conjointement la date d'entrée en vigueur de l'article 66.

Bruxelles, le 10 novembre 2011, en trois originaux.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

—
Note

(1) *Session 2011-2012 :*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 281-1. – Rapport, n° 281-2

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 2011.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 494

[C – 2012/29018]

20 DECEMBER 2011. — **Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor Overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord, te Brussel op 10 november 2011 gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, tot oprichting van een « Ecole d'administration publique » (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

De tekst van het akkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Art. 2. De artikelen 1 en *1bis* van het decreet van 27 februari 2003 waarbij de « Ecole d'Administration publique » (School voor overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap als dienst van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer wordt ingesteld en houdende diverse wijzigingsbepalingen met het oog op de invoering van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, sommige instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en in de Universiteiten die worden ingericht door de Franse Gemeenschap, worden opgeheven.

Art. 3. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, worden de woorden « School voor overheidsbestuur van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap » ingevoegd tussen de woorden « Gewestelijke vennootschap van de Haven van Brussel » en de woorden « C. Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle ».

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op 31 januari 2012, met uitzondering van artikel 2, dat op een door de Regering vast te stellen datum in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor overheidsbestuur) die gemeenschappelijk is voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

Gelet op de artikelen 1, 2, 33, 35, 38 en 39 en op hoofdstuk IV, afdelingen I en II van Titel III van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, en op de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 6 bis, 9, 77, 87 en 92bis, § 1;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1, derde lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 5 juli 1990;

Gelet op het decreet van 27 maart 1985 inzake het pensioen van de personeelsleden van bepaalde organismen van openbaar nut behorend tot het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het decreet van 15 oktober 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van sommige instellingen of ondernemingen van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de verklaringen inzake gemeenschaps- en gewestbeleid het volgende bepalen : « Met het oog op een coherent en versterkt beheer van de opleiding, moet een modern en efficiënt instrument worden ontwikkeld. Daartoe zal de Regering, uitgaande van de bestaande structuren, een School voor overheidsbestuur oprichten, die, op het vlak van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, een echte cultuur van het overheidsmanagement zal coördineren en aanmoedigen. Die school zou toegankelijk zijn voor de ambtenaren van de gemeenschaps- gewest- en lokale besturen. De School voor overheidsbestuur zou worden belast met het opvatten, plannen, toepassen en opvolgen van een opleidingsbeleid, bestaande uit de aanvankelijke opleiding en de voortgezette opleiding van de ambtenaren. Overigens organiseert ze de managementopleidingen. Daartoe zal ze de gemeenschaps- en gewestambtenaren ontvangen, alsook, voor de opleidingen betreffende de mandaathouders, de kandidaten voor die ambten. De organen van de school zullen een wetenschappelijk comité organiseren. »;

Overwegende dat het, in vergelijking met de toestand in andere landen, inzonderheid in Frankrijk, niet wenselijk is een School voor overheidsbestuur op te richten die de opleiding van een zekere administratieve elite als uitsluitende opdracht zou hebben, maar dat de School integendeel een deel of het geheel van haar opdrachten voor het gehele personeel van de begunstigde diensten, ongeacht het niveau, en onverminderd de huidige opdrachten van de Gewestraad voor opleiding, moet bestemmen;

Overwegende dat de betrekkingen tussen de Administraties en de School voor overheidsbestuur gebaseerd zijn op een permanente medewerking en een onwankelbaar wederzijds vertrouwen, steunend op een gemeenschappelijke visie van de overheidsdienst, die excellentie ten gunste van iedereen beoogt; dat de School voor overheidsbestuur, die ter beschikking van de Administraties staat bij de vervulling van de hoge opdrachten die de Regeringen hun hebben toevertrouwd, moet kunnen ingaan op de aanvragen en behoeften van de mandaathouders; en dat de verdeling van de taken inzake voortgezette opleiding tussen de Administraties en de School bijgevolg spontaan en in verstandige overeenstemming zal geschieden;

Overwegende dat het opleidingsbeleid, met het oog op goed beheer, een strategische prioriteit van de administratie moet zijn, om, enerzijds, een ethiek van het algemeen belang te creëren, te verstevigen of te behouden, en, anderzijds, om de verwerving en het behoud van de kennis en de know-how die vereist zijn voor de uitvoering van de opdrachten van openbare dienst, te waarborgen, met het oog op de verwerving en de versteviging van bekwaamheid, steunend op theoretische kennis, technisch-praktische capaciteiten en de vaardigheden die noodzakelijk zijn voor de productie van een goed of een dienst in een gegeven context;

Overwegende dat het van wezenlijk belang is opleidingen te verstrekken die aangepast zijn aan de behoeften van de personeelsleden en de diensten, om zo de gebruikers een kwaliteitsdienst te doen leveren door gekwalificeerd personeel;

Overwegende dat de oprichting van een School voor overheidsbestuur moet bijdragen tot objectivering bij de aanstelling van de opperambtenaren van de Diensten van de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, alsook van de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, en dat de opleiding hun kwaliteit zal bevorderen;

Overwegende dat de Franse Gemeenschapscommissie, alhoewel ze tot nu toe niet heeft gewenst deel te nemen aan dit samenwerkingsakkoord, zich te allen tijde bij de School voor overheidsbestuur kan aansluiten, waarbij dit samenwerkingsakkoord daartoe zou worden gewijzigd; dat de School voor overheidsbestuur niettemin reeds toegankelijk is voor de personeelsleden van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de instellingen van openbaar nut die dit wensen;

Overwegende eveneens dat de lokale besturen, voor het welzijn van hun medeburgers, de taalrijke en complexe materies die ze moeten beheersen op een professionele wijze moeten kunnen beheren;

Zijn

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering,

Overeengekomen als volgt :

HOOFDSTUK I. — *De School voor overheidsbestuur*

Artikel 1. Er wordt een School voor overheidsbestuur opgericht die gemeenschappelijk is voor het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap, hierna « de School » genoemd.

De School is een instelling van openbaar nut, die de rechtspersoonlijkheid heeft en gerangschikt wordt onder categorie B in de zin van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Tenzij in dit samenwerkingsakkoord daarvan wordt afgeweken, wordt de School onderworpen aan de bepalingen van voornoemde wet die op de instellingen van die categorie worden toegepast.

De administratieve zetel van de School wordt gezamenlijk door de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest vastgesteld. De School verdeelt haar opleidingsactiviteiten over verschillende plaatsen op het grondgebied van het Waalse Gewest en van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

Dit samenwerkingsakkoord doet geen afbreuk aan de procedures bepaald door het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

Art. 2. De School wordt met drie hoofdopdrachten belast :

1. de aanvankelijke opleiding, de loopbaanopleiding en de transversale voortgezette opleiding van het personeel van de Diensten van de Regeringen en van de instellingen van openbaar nut;
2. de opleiding met het oog op het behalen van het getuigschrift van overheidsmanagement;
3. de voortgezette opleiding van de personeelsleden van de lokale besturen voor de managementsambten.

De transversale voortgezette opleiding behoort tot de opdrachten van de School; de specifieke voortgezette opleiding behoort tot de opdrachten van de Diensten van de Regeringen en de instellingen van openbaar nut, ieder wat die betreft.

Art. 3. Voor de personeelsleden van de Diensten van de Regeringen en de instellingen van openbaar nut worden de volgende opleidingen door de School opgevat en toegepast :

- de transversale voortgezette opleidingen;
- de aanvankelijke opleidingen, dit zijn de opleidingen tot stageprogramma's;
- de aanvankelijke opleidingen van het contractueel personeel;
- de loopbaanopleidingen.

De opleidingen van de School zijn toegankelijk voor de personeelsleden van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en van de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, op aanvraag van het College, volgens in de beheersovereenkomst nader te bepalen regels.

De opleidingen van de School zijn toegankelijk voor de vakbondsafgevaardigden van het personeel van de Diensten van de Regeringen en van de instellingen van openbaar nut, ook al zijn ze niet in rechtstreeks verband met hun loopbaan als personeelslid, volgens in de beheersovereenkomst nader te bepalen regels.

Art. 4. De opleiding van de kandidaten voor de betrekkingen die vallen onder de regeling van de mandaten van de Diensten van de Regeringen en van de instellingen van openbaar nut wordt door de School opgevat en toegepast. Het programma van die opleiding wordt door de Regeringen opgemaakt op voorstel van de School.

Het volgen van die opleiding en het slagen voor het examen dat die bekrachtigt, leiden tot het verkrijgen van het Getuigschrift van overheidsmanagement, dat gemeenschappelijk is voor het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap, waarvan het bezit een verplichte voorafgaande voorwaarde voor het verkrijgen van een mandaat is.

De houder van het Getuigschrift wordt opgenomen in een pool van kandidaten waarvan alleen de leden hun kandidaturen kunnen voorleggen zowel voor de betrekkingen die bij mandaat in het Waalse Gewest toe te kennen zijn als voor deze die bij mandaat toe te kennen zijn in de Franse Gemeenschap.

Het Getuigschrift wordt uitgereikt nadat een examen werd afgenomen door een onafhankelijke examencommissie, door Selor voorgezeten en samengesteld.

Art. 5. § 1. De School vat een Getuigschrift van plaatselijk overheidsmanagement op en past het toe voor de wettelijke graden van de lokale besturen.

§ 2. Gelet op het opleidingsaanbod en de bestaande structuren die door het Waalse Gewest worden erkend, worden voortgezette opleidingen, bestemd voor de personeelsleden van de lokale besturen voor de managementsambten opgevat en toegepast.

Onder managementsambt wordt verstaan, de wettelijke graden alsook de verantwoordelijken voor de diensten, ongeacht het niveau, zoals daarover werd onderhandeld in Comité C van het Waalse Gewest.

§ 3. De opdrachten van de « Conseil régional de la formation » (Gewestraad voor opleiding), inzonderheid deze die bedoeld zijn in artikel 2 van het decreet van 6 mei 1999 tot oprichting van de "Conseil régional de la formation des agents des administrations locales et provinciales de Wallonie" (gewestelijke Raad voor de opleiding van de personeelsleden van de plaatselijke en provinciale besturen van Wallonië), worden niet aangetast door dit samenwerkingsakkoord.

Art. 6. In het kader van haar opdrachten, kan de School door de Diensten van de Regeringen en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen opleidings- en/of adviesactiviteiten toegewezen krijgen.

HOOFDSTUK III. — Opleidingen

Art. 7. Onverminderd de procedures bepaald bij het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, vat de School een Opleidingsplan op en past het toe om aan de opleidingsbehoeften van het geheel van de Diensten van de Regeringen en de instellingen van openbaar nut tegemoet te komen.

Die opleidingsbehoeften worden vastgesteld door de Diensten van de Regeringen en de instellingen van openbaar nut, ieder wat hem/ze betreft.

Het Plan wordt om de twee jaar opgemaakt en door de Regeringen goedgekeurd, na advies van het Wetenschappelijk College en van de Opleidingsraad.

Art. 8. De School organiseert, op hun aanvraag en tegen bezoldiging, de opleidingen die een Dienst van de Regeringen, een instelling van openbaar nut en de lokale besturen eigen zijn.

HOOFDSTUK IV. — De beheersovereenkomst

Art. 9. § 1. De School oefent haar opdrachten uit overeenkomstig de beheersovereenkomst, gesloten voor een periode van vijf jaar tussen, enerzijds, de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap die gezamenlijk handelen, en, anderzijds, de raad van bestuur van de School.

§ 2. De beheersovereenkomst omvat :

1° de taken die de School vervult met het oog op de uitvoering van haar opdrachten van openbare dienst;

2° de te bereiken doelstellingen inzake gevolgen, kwaliteit, doeltreffendheid en efficiëntie, die worden bepaald door meetbare en nauwkeurige criteria, met vermelding van een uitvoeringstermijn, alsook de vastlegging van indicatoren in verband met de verwezenlijking van die doelstellingen die het stuurbord uitmaken dat, voor elk van die indicatoren, een verwijzingswaarde bepaalt en hun uitvoeringsgraad en hun evolutie periodiek vermeldt;

3° de bepalingen die te nemen zijn om het beleid dat de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gezamenlijk voeren, te waarborgen;

4° de regels voor de terbeschikkingstelling van de dotatie en de aanpassing ervan;

5° de verplichting een onderscheid te maken betreffende de kosten in verband met de uitvoering van taken, inzonderheid de investeringsuitgaven en de exploitatie-uitgaven;

6° de beschrijving van de verbintenissen van de School ten aanzien van de gebruikers van de overheidsdiensten, inzonderheid inzake informatie;

7° de procedures voor de wijziging en de hernieuwing van de beheersovereenkomst en de regels voor de oplossing van conflicten.

§ 3. Alvorens de beheersovereenkomst te hernieuwen, evalueren de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gezamenlijk, in overleg met de School, door toedoen van haar raad van bestuur, de werking en de toestand van de overheidsdienst waarmee de School belast wordt.

Die evaluatie omvat de aspecten betreffende de economische, educatieve, maatschappelijke en milieucontext waarin de School werkt, de toekomstperspectieven, de voldoening van de gebruikers en, in voorkomend geval, een analyse van de gevolgen van de vorige beheersovereenkomst.

De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap laten ook, bij gezamenlijke beslissing, een afzonderlijke evaluatie door een derde gelijktijdig uitvoeren.

De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap keuren, gezamenlijk en rekening houdend met de uitgevoerde evaluaties bedoeld in het eerste tot derde lid, een oriëntatienota goed die de grote richtlijnen van het ontwerp van beheersovereenkomst bepaalt.

Met inachtneming van de oriëntatienota bedoeld in het vierde lid, wordt een ontwerp van beheersovereenkomst door de partijen bij de beheersovereenkomst opgesteld. Dat ontwerp wordt aan het Wetenschappelijk College en de Opleidingsraad om advies voorgelegd, alsook aan de raad van bestuur van de School, die dit goedkeurt.

De beheersovereenkomst wordt eveneens aan de gezamenlijke goedkeuring door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap onderworpen.

Binnen de maand waarin de beheersovereenkomst goedgekeurd is, laten de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap die in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken.

Nadat de beheersovereenkomst goedgekeurd is, wordt de School belast met het opmaken van een uitvoeringsplan, dat de doelstellingen en de op korte termijn vastgestelde strategie en de impact ervan op de begroting bepaalt.

§ 4. De beheersovereenkomst kan diep worden gewijzigd volgens de procedure die voor haar hernieuwing in paragraaf 3, eerste lid wordt bepaald.

De wijzigingen bij de beheersovereenkomst, ongeacht of ze minder belangrijk of zeer belangrijk zijn, worden ook binnen de maand na de goedkeuring ervan in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 5. Als geen nieuwe beheersovereenkomst bij het verstrijken van de vorige in werking treedt, wordt de verstreken beheersovereenkomst van rechtswege verlengd tot de inwerkingtreding van een nieuwe beheersovereenkomst overeenkomstig de in paragraaf 3 bepaalde procedure.

§ 6. Elke uitdrukkelijke ontbindende voorwaarde in de beheersovereenkomst wordt als ongeschreven geacht.

Artikel 1184 van het Burgerlijk Wetboek is niet toepasselijk op de beheersovereenkomst. De partij jegens wie een in de beheersovereenkomst bepaalde verplichting niet is uitgevoerd, kan alleen de uitvoering van de verplichting vorderen en, in voorkomend geval, schadevergoeding vorderen, onverminderd de toepassing van elke bijzondere sanctie die in de beheersovereenkomst bepaald is.

§ 7. Het stuurbord bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 2°, wordt jaarlijks aan de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap voorgesteld.

§ 8. De raad van bestuur maakt een jaarlijks verslag op over de toepassing en uitvoering van de beheersovereenkomst. Dat jaarlijks verslag wordt aan de Waalse Regering en aan de Regering van de Franse Gemeenschap gestuurd.

HOOFDSTUK V. — *Werking*
Afdeling 1. — Raad van bestuur

Art. 10. De School wordt bestuurd door een raad van bestuur, samengesteld uit vijftien leden, die gezamenlijk door de Regeringen worden benoemd, onder wie :

- de Secretaris-generaal van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- de Directeur-generaal van het personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- een lid, aangesteld uit de mandaathouders van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap;
- de secretaris-generaal van de diensten van de Waalse Regering;
- de directeur-generaal van het personeel van de diensten van de Waalse Regering;
- de directeur-generaal van de diensten van de Waalse Regering, belast met het toezicht op de lokale besturen;
- een lid, aangesteld uit de mandaathouders van de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest.

Die benoemingen worden verricht voor een hernieuwbare periode van vijf jaar ingaande binnen de vijf maanden volgend op de eedaflegging van de leden van de nieuwe Regeringen als onmiddellijk gevolg van de hernieuwing van de parlementen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, en houden rekening, voor het geheel van de bestuurders met uitzondering van de leden van rechtswege, met de evenredige vertegenwoordiging van de politieke fracties die binnen het Parlement van de Franse Gemeenschap erkend zijn met toepassing van de regeling bepaald in de artikelen 167 en 168 van het Kieswetboek, waarbij geen rekening wordt gehouden met die politieke fractie(s) bedoeld in artikel 11.

Indien, met toepassing van de bepalingen van het tweede lid, één van die politieke fracties over geen overheidsbestuurder binnen de raad van bestuur beschikt, wordt zij daar vertegenwoordigd door een waarnemer die door de Regeringen aangewezen wordt op voorstel van die politieke fractie.

Art. 11. Om tot lid van de raad van bestuur te worden benoemd, moet een persoon :

1° hoogstens de volle leeftijd van zeventig jaar hebben bereikt, behalve als de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap om behoorlijk met redenen omklede beslissing een afwijking gezamenlijk toestaan;

2° geen klaarblijkelijke vijandigheid vertonen, niet strafrechtelijk veroordeeld zijn, krachtens een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, geen lid zijn van een instelling, een vereniging, een partij of een politieke fractie die een klaarblijkelijke vijandigheid vertoont of die strafrechtelijk veroordeeld werd, krachtens een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, ten aanzien van de beginselen van de democratie, zoals die inzonderheid vermeld zijn in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de bijkomende protocollen bij dat verdrag die in België van kracht zijn, de Grondwet, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, of de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, en het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie.

Dat verbod verdwijnt tien jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, als wordt bewezen dat de persoon of de vereniging zijn/haar vijandigheid tegenover de democratische beginselen die inzonderheid door de hierboven bedoelde bepalingen vermeld zijn, openlijk heeft opgegeven.

Dat verbod verdwijnt één jaar na de voormelde rechterlijke beslissing, indien de persoon zijn ontslag heeft ingediend bij de instelling, de vereniging, de partij of de politieke fractie wegens en onmiddellijk na de veroordeling van deze wegens niet naleving van de democratische beginselen die inzonderheid door de hierboven vermelde bepalingen vastgesteld zijn.

Bij niet-veroordeling verdwijnt dat verbod, als kan worden vastgesteld dat de persoon, de instelling, de vereniging, de partij of de politieke fractie waaruit hij/ze afkomstig is zijn/haar vijandigheid tegenover de democratische beginselen die inzonderheid door de hierboven bedoelde bepalingen vermeld zijn, openlijk heeft opgegeven;

3° zich niet bevinden in een toestand van rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijk of functioneel belangenconflict, wegens de uitoefening van een activiteit of het bezit van intresten in een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die zich in een toestand van belangenconflict met de School bevindt.

Art. 12. § 1. De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur is eveneens onverenigbaar met het mandaat of het ambt van :

- 1° houder van een openbaar mandaat dat door een verkiezing wordt toegekend;
- 2° lid van de Regering van de Federale Staat, een Gemeenschap, een Gewest, een Gemeenschapscommissie of de Europese Commissie;
- 3° lid van een kabinet of een strategische cel, ook als deskundige, van een Minister of Staatssecretaris van de Regering van de Federale Staat, een Gemeenschap, een Gewest, een Gemeenschapscommissie of de Europese Commissie;
- 4° burgemeester, provinciegouverneur of lid van een provinciale deputatie;
- 5° personeelslid van de School;
- 6° extern adviseur, deskundige, consultant of regelmatige inschrijver van de School of lid van haar wetenschappelijk college.

§ 2. Indien het lid van de raad van bestuur, gedurende zijn mandaat, aanvaardt een in § 1 bedoeld ambt of mandaat uit te oefenen, neemt zijn mandaat van rechtswege een eind. Het wordt vervangen door een persoon die beantwoordt aan de in de artikelen 11 en 12, § 1, vastgestelde voorwaarden en die volgens de in artikel 10 nader bepaalde regels wordt benoemd.

Art. 13. De voorzitter van de raad van bestuur wordt gezamenlijk door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap voor een hernieuwbare periode van vijf jaar benoemd uit de leden van de raad van bestuur.

Art. 14. § 1. Onverminderd de mogelijkheid om het mandaat van lid van de raad van bestuur te allen tijde te beëindigen, neemt dat mandaat een einde :

1° bij ontslag;

2° wanneer het lid hoogstens de volle leeftijd van zeventig jaar heeft bereikt, behalve als de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap om behoorlijk met redenen omklede redenen een afwijking toestaan;

3° wanneer het lid meer dan drie keer per jaar zonder rechtvaardiging niet deelneemt aan de vergaderingen van de raad van bestuur;

4° wanneer het lid niet deelneemt aan de helft van de jaarlijkse vergaderingen, behalve als de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap om medische redenen een afwijking toestaan;

5° wanneer het lid wordt van een instelling of een vereniging bedoeld in het eerste lid, 2°, van artikel 11;

6° wanneer de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen en de documenten niet wordt gerespecteerd, terwijl die vertrouwelijkheid wordt erkend overeenkomstig wets- of verordeningsbepalingen, met inbegrip van deze die uit het huishoudelijk reglement voortvloeien;

7° in geval van rechtsreeks of onrechtstreeks, persoonlijk of functioneel permanent belangenconflict.

§ 2. De Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering kunnen, in voorkomend geval, na advies of op voorstel van de commissarissen, een lid van de raad van bestuur ontslaan, als bewezen wordt dat dit lid :

1° opzettelijk een daad heeft verricht die onverenigbaar is met de opdracht of het maatschappelijk doel van de School;

2° een ernstige fout of tekortkoming heeft begaan bij de uitoefening van zijn mandaat.

De ministers van ambtenarenzaken van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Regering horen het lid van de raad van bestuur, nadat ze hem hebben opgeroepen, waarbij hem, voordat de beslissing wordt genomen, de feiten worden uiteengezet die hem worden verweten en die zich in de in het eerste lid opgesomde gevallen bevinden.

Tijdens die hoorzitting kan het lid door een persoon naar keuze worden bijgestaan.

Art. 15. Ieder lid dat niet meer deel uitmaakt van de raad van bestuur wordt vervangen binnen de vier maanden die daarop volgen.

Art. 16. Wonen de vergaderingen van de raad van bestuur met adviserende stem bij :

1° de voorzitter van het wetenschappelijk college;

2° de commissarissen van de Regering;

3° de directeur-generaal.

Art. 17. Onverminderd de bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of de bevoegdheden die specifiek aan het wetenschappelijk college toegekend zijn, beschikt de raad van bestuur over alle bevoegdheden die noodzakelijk zijn voor het besturen van de School.

Alle beslissingen van de raad van bestuur worden bij meerderheid genomen.

Art. 18. De raad van bestuur stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Dat huishoudelijk reglement moet het volgende bepalen :

1° het minimumaantal jaarlijkse vergaderingen die, in ieder geval, niet lager dan zes kan zijn;

2° de regels betreffende de bijeenroeping, voor zover mogelijk via elektronische weg, van de raad van bestuur;

3° de regels betreffende het zetten van punten op de agenda;

4° de regels die toepasselijk zijn bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter;

5° de regels inzake quorum, opdat de raad van bestuur geldig zou kunnen beraadslagen en beslissen, alsook de nadere regels voor de stemming van de leden;

6° de verplichting notulen op te maken van de debatten die tijdens elke vergadering hebben plaatsgevonden;

7° de wijze van mededeling van de documenten aan de leden van de raad van bestuur;

8° in voorkomend geval, de regels die dienen te worden nageleefd in het kader van het opmaken van de begroting van de School;

9° de voorwaarden en toestanden waarin de vertrouwelijkheid van de beraadslagingen of de documenten van toepassing is;

10° de nadere regels voor de raadpleging van het jaarverslag;

11° de deontologische regels houdende bepalingen betreffende de belangenconflicten;

12° de vraag of de vergaderingen van de raad van bestuur al dan niet openbaar zullen zijn.

Art. 19. De School kent de leden van de raad van bestuur die geen lid zijn van het personeel van de diensten van de Regeringen of van instellingen van openbaar nut reisvergoedingen en een presentiegeld toe, waarvan de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gezamenlijk het bedrag vaststellen.

Afdeling 2. — Het wetenschappelijk college

Art. 20. De School bevat een wetenschappelijk college dat door de raad van bestuur wordt aangesteld en uit 18 leden samengesteld is :

— 3 leden uit en op de voordracht van de diensten van de Regering of de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap;

— 3 leden uit en op de voordracht van de diensten van de Regering of de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest, onder wie 1 van de diensten van de Waalse Regering belast met het toezicht op de plaatselijke besturen;

— 3 leden op de voordracht van de representatieve vakbondsorganisaties, die aanwezig zijn in het comité van sector XVI, in het comité van sector XVII en in het comité C van het Waalse Gewest;

— 4 leden op de voordracht van organisaties van plaatselijke besturen en wettelijke graden;

— 5 leden, gekozen uit de hoogleraars van de universiteiten en hogescholen of deskundigen inzake opleiding of beheer.

Bovendien worden één vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie, één vertegenwoordiger van de gewestelijke school voor overheidsbestuur, één vertegenwoordiger van het Federaal Instituut voor bestuur, en één vertegenwoordiger van de Gewestraad voor opleiding uitgenodigd om deel te nemen aan de vergaderingen van het wetenschappelijk college.

De leden van het wetenschappelijk college worden voor een hernieuwbare periode van vijf jaar benoemd.

De voorzitter van het wetenschappelijk college wordt voor een hernieuwbare periode van vijf jaar benoemd uit de hoogleraars van de universiteiten en de hogescholen of de deskundigen inzake opleiding of beheer.

Art. 21. Het wetenschappelijk college draagt bij tot de kwaliteit en de samenhang van de beslissingen met een pedagogisch karakter van de School.

Het stelt de raad van bestuur de inhoud en de organisatie van de leerstof en de opleiding alsook de keuze van de opleiders voor, met inachtneming van de wetgeving over de overheidsopdrachten. Die voorstellen houden rekening met de resultaten van de voorafgaande analyse van de opleidingsbehoeften die door de begunstigde diensten worden vastgesteld, met de finaliteit en de algemene doelstellingen die hun zullen worden toegewezen.

Art. 22. Het wetenschappelijk college brengt adviezen en aanbevelingen uit, en doet voorstellen in elke aan gelegenheid die behoort tot de pedagogische activiteiten van de School of die een invloed op deze heeft.

Het brengt zijn advies uit over het ontwerp van beheersovereenkomst en over het opleidingsplan.

Art. 23. De bepalingen van de artikelen 11, 12 en 14 van dit samenwerkingsakkoord zijn van toepassing op de leden van het wetenschappelijk college.

Overigens is de hoedanigheid van lid van het wetenschappelijk college onverenigbaar met die van lid van de raad van bestuur van de School.

Art. 24. De School kent de leden van het wetenschappelijk college die geen personeelslid van de diensten van de Regeringen of van instellingen van openbaar nut zijn reisvergoedingen en een presentiegeld toe, waarvan de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap gezamenlijk het bedrag vaststellen.

Afdeling 3. — Opleidingsraad

Art. 25. Binnen de School wordt een opleidingsraad opgericht, waarvan de samenstelling wordt vastgesteld als volgt :

1° de directeur-generaal van de School, die er het voorzitterschap van waarneemt, of diens afgevaardigde;

2° de voorzitter van het wetenschappelijk college;

3° de leden van het directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de leidend ambtenaar van de hoge raad voor de audiovisuele sector en van elk van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

4° de leden van het strategisch comité van de Waalse Overheidsdienst en de leidend ambtenaar van elk van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVI ressorteren;

5° twee leden, voorgedragen door elk van de representatieve vakorganisaties bij het comité van Sector XVII;

6° twee leden, voorgedragen door elk van de representatieve vakorganisaties bij het comité van Sector XVI;

7° twee leden, voorgedragen door elk van de representatieve vakorganisaties bij het comité C van het Waalse Gewest;

8° een lid van de gewestraad voor opleiding van het Waalse Gewest.

Art. 26. De Opleidingsraad wordt bijeengeroepen door de voorzitter, die er de agenda van vaststelt.

Onverminderd de procedures bedoeld bij het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, brengt de Opleidingsraad zijn advies uit over het opleidingsplan, het activiteitenverslag van de School en het ontwerp van beheersovereenkomst. Hij kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen in verband met de opdrachten van de School.

Afdeling 4. — Dagelijks bestuur

Art. 27. Het dagelijks beheer van de School wordt door een directeur-generaal waargenomen.

De directeur-generaal wordt gezamenlijk door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering voor een mandaat aangewezen, met toepassing van de regeling ingesteld bij Titel II van Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Voor de toepassing van die regeling op de directeur-generaal, wordt onder « Regering » verstaan, de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap die gezamenlijk handelen.

Art. 28. De directeur-generaal voert de beslissingen van de raad van bestuur uit en geeft hem driemaandelijks rekenschap van de uitvoering ervan.

De directeur-generaal neemt het dagelijks beheer waar voor alle opdrachten die aan de School worden toevertrouwd. Daartoe kan hij alle bewarende handelingen, alle handelingen tot uitvoering van de beslissingen genomen door de raad van bestuur verrichten, alsook alle handelingen die, omdat ze belangrijk zijn of gevolgen hebben voor de School, niet uitzonderlijk zijn, geen wijziging van het administratief beleid uitmaken en de uitvoering van de lopende zaken van de School betekenen. Hij vervult elke andere opdracht die hem door de raad van bestuur wordt gedelegeerd.

De directeur-generaal beheert de begroting van de School.

De raad van bestuur kan hem de hoedanigheid van ordonnateur delegeren. Daartoe kan hij elke uitgave vastleggen, goedkeuren en ordonnanceren die op de begroting van de School aan te rekenen is.

De directeur-generaal is ertoe gehouden de voorzitter van de raad van bestuur, op eigen initiatief of op aanvraag van de raad van bestuur handelend, op de hoogte te brengen van de handelingen die worden verricht in het kader van het dagelijks beheer en hem elke uitleg in verband daarmee mee te delen.

De directeur-generaal vertegenwoordigt de School bij al haar handelingen in rechte zowel als eiseres als als verweerster.

Hij wordt ertoe gemachtigd één of verschillende personeelsleden een deel van de bevoegdheden te delegeren die hem door of krachtens dit artikel worden toegekend, binnen de perken en onder de voorwaarden die door hem te bepalen zijn, met inbegrip van zijn bevoegdheid om de School te vertegenwoordigen vóór de gewone en administratieve gerechten.

De raad van bestuur stelt de regels vast betreffende de bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties aan de directeur-generaal.

Art. 29. Onverminderd de aanvullende bepalingen voorkomend in het statuut van het personeel, wordt de directeur-generaal ten minste onderworpen aan de onverenigbaarheden bedoeld in artikel 12, § 1, 1° tot 4°, en 6°.

HOOFDSTUK VI. — *Personeel*

Art. 30. Onder voorbehoud van de noodzakelijke aanpassingen die de Regeringen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap gezamenlijk verrichten, op grond van de eventuele kenmerken die de School eigen zijn, worden de bepalingen die het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de Regering van het Waalse Gewest uitmaken op het personeel van de School toegepast.

Art. 31. De School ressorteert onder het Comité van Sector XVI, ingesteld krachtens de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Art. 32. De personeelsformatie van de School wordt door de Regeringen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap gezamenlijk vastgesteld.

Art. 33. § 1. Het personeelslid dat wordt aangewezen voor of ter beschikking wordt gesteld van de directie opleiding van de Waalse Overheidsdienst of van de School voor overheidsbestuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap kan naar de School worden overgeheveld.

Daartoe antwoordt het personeelslid op de oproep tot kandidaten die door de School wordt gedaan.

Het personeelslid dat op die oproep binnen een termijn van 15 kalenderdagen niet zal hebben geantwoord, wordt behouden in zijn oorspronkelijke administratie.

Als bepaalde betrekkingen op het einde van de procedure onbezet blijven, kan de School een oproep doen tot kandidaten aan alle personeelsleden van de Diensten van de Regeringen en van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

De School selecteert de kandidaten door de bekwaamheidsbewijzen en verdiensten te vergelijken op grond van het ambtsprofiel.

Ten minste 30 dagen vóór de eerste oproep tot kandidaten bedoeld in het tweede lid :

— stellen de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest de administratieve zetel van de School vast, overeenkomstig artikel 1;

— keurt de raad van bestuur het organogram van de diensten van de School goed.

Elke Regering stelt de lijst vast van de personeelsleden van hun Diensten die naar de School worden overgeheveld en maken die in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

§ 2. De overgehevelde personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve anciënniteit en hun geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van het derde en vierde lid, behouden ze eveneens de toelagen, de vergoedingen of de premies en andere voordelen die ze in hun oorspronkelijke dienst genoten, overeenkomstig de regeling die op hen van toepassing was, vanaf de datum waarop het recht verworven is.

Ze behouden de voordelen in verband met een ambt alleen voor zover de voorwaarden voor de toekenning ervan binnen de School blijven bestaan.

Wanneer een personeelslid belast wordt met de uitoefening van een hoger ambt in zijn oorspronkelijke dienst, wordt bij zijn overheveling alleen rekening gehouden met zijn statutaire graad. Indien hij binnen de School opnieuw belast wordt, reeds vanaf de datum van zijn overheveling en zonder onderbreking, met de uitoefening van hetzelfde hoger ambt als het hoger ambt dat het in zijn oorspronkelijke dienst heeft uitgeoefend, wordt het geacht de uitoefening van het hoger ambt voort te zetten.

Wanneer een personeelslid dat vanuit de diensten bedoeld in paragraaf 1 wordt overgeheveld mandaathouder is in zijn oorspronkelijke dienst, behoudt het die hoedanigheid binnen de School. Onverminderd de bepalingen van deze paragraaf, zijn de bepalingen van het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Waalse Regering betreffende de mandaatregeling op dat personeelslid van toepassing.

De overgehevelde personeelsleden behouden de laatste evaluatie die hun werd toegekend.

Die evaluatie blijft geldig totdat een nieuwe evaluatie wordt toegekend.

De ambtenaren die geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau in hun oorspronkelijke dienst voordat ze worden overgeheveld, behouden, binnen de School, de rechten op bevordering die ze door dat slagen hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden die geslaagden geacht die selectie of dat examen binnen de School te hebben afgelegd.

Wanneer een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau waaraan het personeelslid kan deelnemen, werd aangekondigd in de dienst waarvan het op de datum van de overheveling deel uitmaakt, behoudt dat personeelslid het recht eraan deel te nemen, ook al wordt het in de loop van dat examen overgeheveld.

Het personeelslid behoudt het voordeel van alle brevetten die gedurende zijn loopbaan werden verworven. In voorkomend geval wordt een gelijkwaardigheidsbesluit door de Regeringen goedgekeurd.

Art. 34. Onverminderd de bestaande verordeningsbepalingen, wordt elke vacature bekendgemaakt aan de personeelsleden van de diensten van de Regeringen via hun respectieve websites.

Art. 35. De School wordt ertoe gemachtigd het pensioenstelsel te genieten dat werd ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

HOOFDSTUK VII. — Toezicht

Afdeling 1. — De Commissarissen van de Regering

Art. 36. De School is een instelling die wordt gecontroleerd door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap door toedoen van twee commissarissen, de ene die door de Waalse Regering, de andere die door de Regering van de Franse Gemeenschap wordt aangewezen uit de vaste commissarissen van het interministeriële corps van commissarissen van de Franse Gemeenschap.

De bepalingen betreffende de vaste commissaris van het interministeriële corps van commissarissen van de Franse Gemeenschap zijn van toepassing, tenzij daarvan wordt afgeweken bij dit akkoord.

Art. 37. 1. Voordat de commissarissen van de Regering worden aangewezen, gaan de Regeringen na :

- 1° of de kandidaat voldoende disponibiteit vertoont om zijn ambt uit te oefenen;
- 2° door het overleggen van een curriculum vitae, of de kandidaat over de beroepsbekwaamheid en de nuttige ervaring beschikt, inzonderheid in de activiteitsdomeinen van de instelling;
- 3° door het overleggen van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, of tegen de kandidaat geen strafrechtelijke veroordeling is geweest die onverenigbaar is met de uitoefening van het ambt van commissaris van de Regering, of, zo niet, van een verklaring op erewoord dat tegen hem een dergelijke veroordeling niet is geweest;
- 4° of de kandidaat door een verklaring op erewoord schriftelijk bevestigt dat hij zich niet in één van de gevallen bedoeld bij artikel 39 bevindt;
- 5° of er in hoofde van de kandidaat geen rechtstreeks of onrechtstreeks, functioneel of persoonlijk belangenconflict bestaat op grond van de uitoefening van een activiteit of van het bezit van intresten in een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die in concurrentie is met die van de instelling.

§ 2. Bij ontslag, overlijden of afzetting van de commissaris van de Regering, of bij uitoefening van een onverenigbaar ambt door deze, wordt hij onverwijld vervangen volgens de in paragraaf 1 bepaalde procedure.

Art. 38. De Regeringen kunnen geen persoon bedoeld in artikel 11, 2°, tot Commissaris van de Regering aanstellen.

Als de Regeringen de kandidatuur van een persoon op grond van het vorige lid afwijzen, wordt hun beslissing met bijzondere redenen omkleed.

Art. 39. § 1. Onverminderd andere beperkingen die door of krachtens een wet, een decreet of een besluit bepaald zijn, zijn de opdrachten van de commissaris van de Regering onverenigbaar met het mandaat of het ambt van :

- 1° lid van de Regering van de Federale Staat, een Gewest of een Gemeenschap;
- 2° lid van het Europese Parlement, van de federale wetgevende kamers of van het Parlement van een Gewest of een Gemeenschap;
- 3° provinciegouverneur of lid van een provinciale deputatie;
- 4° personeelslid van de School of haar raad van bestuur, of van één van haar filialen of van het beheersorgaan van één van de filialen;
- 5° extern adviseur of regelmatig consulent van de instelling;
- 6° burgemeester, schepen, voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en voorzitter van een intercommunale.

§ 2. Indien de Commissaris van de Regering gedurende zijn mandaat aanvaardt een ambt of een mandaat bedoeld in paragraaf 1 uit te oefenen, neemt zijn mandaat van rechtswege een einde. Hij wordt vervangen door een commissaris van de Regering overeenkomstig artikel 37.

Art. 40. Onverminderd de mogelijkheid om te allen tijde een einde te maken aan de opdrachten van de commissaris, kan de Waalse Regering, nadat de commissaris van de Regering door de Minister van Ambtenarenzaken werd gehoord, die afzetten, in de volgende gevallen :

- 1° wanneer hij opzettelijk een daad heeft verricht die onverenigbaar is met de opdracht of het maatschappelijk doel van de School;
- 2° wanneer hij een ernstige fout of tekortkoming heeft begaan bij de uitoefening van zijn mandaat;
- 3° wanneer hij in de loop van één zelfde jaar, zonder rechtvaardiging, niet deelneemt aan meer dan drie regelmatig bijeengeroepen vergaderingen waarvoor zijn aanwezigheid vereist is, krachtens het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling;
- 4° als hij aan de in artikel 37, § 1 bepaalde voorwaarden niet meer voldoet.

Gedurende de hoorzitting kan de commissaris van de Regering door een persoon naar keuze worden bijgestaan.

Art. 41. § 1. De commissaris van de Regering wordt belast met de uitoefening van toezicht op de School, op het gebied van de wettelijkheid en het algemeen belang.

§ 2. Binnen een termijn van vier volle dagen tekent de commissaris van de Regering, bij de Regering die hem heeft benoemd, beroep aan tegen elke beslissing die hij strijdig acht met de wetten, de decreten, de besluiten, de beheersovereenkomst en het algemeen belang.

Dat beroep is opschortend. Van dat beroep wordt dezelfde dag kennis gegeven aan de Regering waarvoor het niet werd gebracht.

De termijn van vier dagen gaat in vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de commissaris daarvoor regelmatig werd opgeroepen, of, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop hem kennis werd gegeven van die beslissing.

Als de commissaris van de Regering beroep aantekent zoals bedoeld in het eerste lid, beschikt de Regering waarvoor het beroep werd gebracht over een termijn van dertig vrije dagen ingaande op dezelfde dag als deze die bedoeld is in het vorige lid, om, op eensluidend advies van de andere Regering, de beslissing van de School te vernietigen. Bij het verstrijken van die termijn is de beslissing van de School definitief. De termijn van dertig dagen kan worden verlengd met een nieuwe termijn van tien dagen voor elke beslissing van de Regering die de commissaris van de Regering heeft benoemd.

Van de beslissing tot verlenging of vernietiging wordt de School kennis gegeven bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs. Er wordt ook bij gewoon schrijven een afschrift verstuurd aan de andere commissaris van de Regering.

Art. 42. De commissaris van de Regering kan op de agenda van de organen waarin hij zal moeten zetelen alle punten zetten die hij als nuttig acht in het kader van de vervulling van zijn opdracht, inzonderheid de punten in verband met :

1° de naleving van dit samenwerkingsakkoord of van de besluiten betreffende de School of zijn opdrachten;

2° in voorkomend geval, het nakomen van de verplichtingen voortvloeiend uit de beheersovereenkomst.

Art. 43. De commissaris van de Regering brengt ook verslag uit aan de Minister-President, aan de toezichthoudende Minister en aan de Minister van Begroting van de Regering die hem heeft benoemd, over elke beslissing of handeling van de raad van bestuur of van het wetenschappelijk college die een relevante invloed zou kunnen hebben op de vervulling van de opdracht van openbare dienst van de School, op de begroting van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschap, naargelang hij door de ene of de andere entiteit werd benoemd of, in voorkomend geval, op de verplichtingen voortvloeiend uit de beheersovereenkomst.

De commissaris van de Regering maakt ook speciaal verslag uit aan de Minister bevoegd voor de ambtenarenzaken, lid van de Regering die hem heeft benoemd, over elke beslissing of handeling van de raad van bestuur die een relevante invloed zou kunnen hebben op het statuut van de ambtenaren van de School.

Een afschrift van die verslagen wordt ook bij gewoon schrijven aan de andere commissaris van de Regering gestuurd.

Art. 44. De commissarissen van de Regering delen de Minister-President, de toezichthoudende Minister en de Minister van Begroting, respectief lid van de Regeringen die ze hebben benoemd, de volgende documenten mee :

1° binnen de twee werkdagen na de ontvangst ervan, de agenda van elk van de vergaderingen waaraan ze moeten deelnemen krachtens dit samenwerkingsakkoord, waarbij, in voorkomend geval, de aandacht van de Ministers op de belangrijkste punten wordt gevestigd;

2° binnen de vijf werkdagen die volgen op de vergaderingen bedoeld in 1°, een omstandig verslag dat minstens elke nuttige opmerking vermeldt in verband met de belangrijkste punten en de strategische beslissingen die bij die vergaderingen worden goedgekeurd of gepland.

Art. 45. Iedere commissaris van de Regering deelt de Minister-President, de toezichthoudende Minister en de Minister van Begroting, lid van de Regering die hem heeft benoemd, onverwijld de informatie mee betreffende zijn opdracht die deze Ministers aanvragen, in voorkomend geval met zijn commentaar.

Art. 46. Iedere commissaris van de Regering deelt de Minister-President, de toezichthoudende Minister en de Minister van Begroting, lid van de Regering die hem heeft benoemd, een driemaandelijks verslag mee over de toestand van de thesaurie van de School, alsook een semestrieel verslag over de markante evoluties ervan.

Art. 47. De commissarissen van de Regering stellen ter attentie van de Minister-President, de Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting van de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap een schriftelijk en omstandig advies op, wanneer :

1° de bedrijfsrevisor(en) die bij toepassing van artikel 65 van dit samenwerkingsakkoord aangesteld is(zijn), de raad van bestuur laat(laten) weten dat hij(zij) een toestand hebben vastgesteld die de continuïteit van de School in het gedrang kan brengen;

2° ze tekortkomingen vaststellen vanwege een bestuurder ten opzichte van de verplichtingen die hem worden opgelegd krachtens de wets- en verordeningsbepalingen die op hem van toepassing zijn.

Art. 48. Bij de uitoefening van hun opdrachten beschikken de commissarissen van de Regering over ruime bevoegdheden. Ze kunnen te allen tijde, zonder zich te moeten verplaatsen, inzage krijgen in de boeken, de brieven, de processen-verbaal, en, in het algemeen, in alle documenten die betrekking hebben op de vraagstukken die worden gezet op de agenda van de organen waarin ze moeten zetelen.

De commissarissen van de Regering kunnen alle bestuurders, personeelsleden of aangestelden verzoeken elke uitleg of informatie mee te delen en alle verificaties te verrichten die ze noodzakelijk achten voor de uitoefening van hun opdrachten.

Art. 49. De commissarissen van de Regering mogen de informatie die ze in het kader van hun opdrachten hebben gekregen niet gebruiken of meedelen, indien het gebruik of de mededeling van die informatie de belangen van de School zou kunnen schaden.

Art. 50. De commissarissen van de Regering moeten op de hoogte blijven van de algemene en sectoriële wets- en verordeningsbepalingen betreffende het maatschappelijk doel van de School.

Daartoe organiseert of financiert de School, voor de commissarissen van de Regering, informatiesessies of opleidingscyclussen met het oog op hun permanente opleiding.

Ze kent de commissaris van de Regering die door de Waalse Regering wordt aangesteld, reisvergoedingen en een presentiegeld toe, waarvan de Waalse Regering het bedrag vaststelt.

Art. 51. Volgens een door de Regeringen gezamenlijk vastgestelde procedure, informeren deze de commissarissen van de Regering over de opportuniteitsoriëntaties betreffende de opdrachten en het maatschappelijk doel van de School.

Afdeling 2. — Jaarlijks activiteitenverslag

Art. 52. De School maakt een jaarlijks activiteitenverslag op, dat op haar website kan worden geraadpleegd, en zendt dit gelijktijdig aan de Waalse Regering en aan de Regering van de Franse Gemeenschap, alsook aan het Parlement van het Waalse Gewest en aan het Parlement van de Franse Gemeenschap uiterlijk voor 15 april van het jaar volgend op het jaar waarop het betrekking heeft.

HOOFDSTUK VIII. — *Financieel beheer*

Afdeling 1. — Geldmiddelen

Art. 53. De geldmiddelen van de School zijn :

- 1° de dotaties ten laste van de begrotingen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap;
- 2° de eigen ontvangsten voortvloeiend uit de diensten die door de School worden gepresteerd;
- 3° de giften en legaten ten gunste van de School;
- 4° de opbrengst van de verhuring of van de verlening van het recht op gebruik van een element uit het patrimonium van de School;
- 5° de terugvordering van onverschuldigde bedragen die gedurende een voorafgaand dienstjaar werden betaald;
- 6° de financiële opbrengsten van de geldbeleggingen;
- 7° het roerend patrimonium dat door de akkoordsluitende partijen werd bestemd voor de door de School overgenomen diensten.

Art. 54. De algemene dotaties van de akkoordsluitende partijen worden verdeeld ten laste van de begrotingen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap volgens een verdeelsleutel van respectief 65 % en 35 %. Hun bedragen hebben tot doel de lasten te dekken de voortvloeien uit de uitvoering van de beheersovereenkomst.

De Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap beslissen gezamenlijk over :

- 1° de eventuele bijkomende dotaties die aan de School toe te kennen zijn;
- 2° de nadere regels voor de overdracht van het saldo;
- 3° de bestemming van de ontvangsten van de opdrachten van openbare dienst.

Afdeling 2. — De begroting

Art. 55. Uiterlijk voor 30 september van het jaar voorafgaande aan het betrokken dienstjaar, maakt de raad van bestuur de jaarlijkse begroting op volgens het voorstel van de directeur-generaal.

Ze wordt aan de gezamenlijke goedkeuring van de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap onderworpen.

Art. 56. De jaarlijkse begroting van de School wordt meegedeeld aan het Waalse Parlement en aan het Parlement van de Franse Gemeenschap als bijlage bij de verantwoording van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

De kredietoverschrijdingen worden aan de gezamenlijke goedkeuring onderworpen van de Regeringen die dit samenwerkingsakkoord hebben ondertekend.

Afdeling 3. — Begrotingscontrole en - uitvoering

Art. 57. De uitgaven van de School worden vereffend en uitbetaald zonder voorafgaand toedoen van het Rekenhof. Het Hof kan de comptabiliteit ter plaatse controleren en zich te allen tijde elk verantwoordingsstuk, elke staat, inlichting en uitleg doen overleggen betreffende de ontvangsten, uitgaven, alsook het goetoe en de schulden.

Afdeling 4. — Boekhouding en aflegging van de jaarrekeningen

Art. 58. De jaarrekeningen op 31 december van het betrokken jaar, worden door de raad van bestuur opgemaakt op de voordracht van de directeur-generaal uiterlijk op 15 april van het daarop volgende jaar.

Art. 59. De verantwoordingsstukken worden ter plaatse bewaard.

Art. 60. De jaarrekeningen omvatten :

- a) een staat van de activa en passiva van de School;
- b) een rekening van uitvoering van de begroting;
- c) een rekening van de wijzigingen van het patrimonium, samen met een inventaris van het patrimonium;
- d) een thesaurierekening waarbij de overeenstemming tussen het begrotingsresultaat en het thesaurierresultaat wordt vastgesteld.

Ze worden gevoegd bij het jaarverslag van de School en worden de Regeringen ter goedkeuring voorgelegd.

Ze worden het Rekenhof voorgelegd vóór 31 mei van het jaar volgend op het beheer.

Art. 61. Er wordt een boekhouding van de vastleggingen gevoerd volgens door de Regeringen nader te bepalen regels.

Art. 62. De raad van bestuur is bevoegd om elke beslissing te nemen betreffende de inning van de ontvangsten en inkomsten.

Art. 63. De raad van bestuur wijst een rekenplichtige aan die verantwoordelijk is tegenover het Rekenhof en die belast wordt met de bewaring van de gelden en de waarden van de School.

Art. 64. Eén of meer bedrijfsrevisoren worden door de raad van bestuur aangewezen met het oog op de controle op de rekeningen van de School, de verificatie van de boeken en de bevestiging van de juistheid en de echtheid. De bedrijfsrevisor(en) wordt(worden) aangewezen uit de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, met inachtneming van de voorwaarden vastgesteld bij het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut. Hun rechten en verplichtingen worden in de federale wets- en verordeningsnormen bepaald.

HOOFDSTUK IX. — *Overgangs- en wijzigingsbepalingen*

Art. 65. In afwijking van artikel 10, eerste lid, worden de leden van de eerste raad van bestuur benoemd binnen de maand na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

De eerste raad van bestuur stelt het eerste huishoudelijk reglement uiterlijk binnen de zes maanden na zijn inwerkingtreding vast.

HOOFDSTUK X. — *Opheffingsbepalingen*

Art. 66. Het samenwerkingsakkoord van 18 april 2008 betreffende de gemeenschappelijke organisatie van opleidingen bestemd voor de mandaathouders van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

HOOFDSTUK XI. — *Slotbepalingen*

Art. 67. Het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën wordt, voor de School, belast met de opdrachten van openbare dienst zoals deze bepaald zijn in artikel 3 van het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap.

De andere bepalingen van het decreet van 27 maart 2002 zijn van overeenkomstige toepassing op de opdrachten van openbare dienst die door de School worden uitgeoefend.

De financiering van de nodige geldmiddelen voor de uitoefening van de opdrachten van openbare dienst bedoeld in de vorige leden is ten laste van de begrotingen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap in dezelfde verhouding als deze die bepaald zijn in artikel 54 van dit akkoord.

Die financiering wordt opgenomen in de jaarlijkse dotatie van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën.

Het Waalse Gewest kan bovendien bijzondere dotaties aan het Overheidsbedrijf toekennen.

Art. 68. De gezamenlijke besluiten en beslissingen van de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bedoeld bij dit akkoord worden verstaan als de gezamenlijke goedkeuring van besluiten of beslissingen die dezelfde inhoud hebben.

Art. 69. Dit samenwerkingsakkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 70. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de laatste instemming met dit samenwerkingsakkoord.

De Regeringen stellen, elk afzonderlijk, de datum van inwerkintreding van artikel 3 vast.

De Regeringen stellen gezamenlijk de datum van inwerkingtreding van artikel 66 vast.

Brussel, op 10 november 2011, in drie originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President :
R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 281-1.- Verslag, nr. 281-2.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 december 2011.